D É C I S I O N

Le réclamant a complété, au mois de mai 2004, un formulaire de réclamation pour bénéficier du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC. Même si la demande originale contenait certaines erreurs suggérant que le réclamant était à la fois une personne directement infectée et une personne indirectement infectée, cette question a été tirée au clair et c'est vraiment à titre de personne directement infectée que le réclamant présente sa demande.

La réclamation a été refusée par lettre du 10 janvier 2005, l'Administrateur du règlement des recours collectifs relatifs à l'hépatite C 1986-1990 justifiant son refus en ce que le réclamant n'avait pas fourni suffisamment de preuves confirmant qu'il avait reçu du sang au cours de la période 1986-1990.

C'est donc de cette décision que le réclamant en appelle et je suis donc saisi de ce renvoi à titre de juge-arbitre.

Une audition avait été prévue à nos bureaux de Montréal le 16 juin 2005, mais le réclamant, invoquant des problèmes financiers et des problèmes de santé, a indiqué qu'il lui était impossible de se rendre à Montréal. L'audition a finalement eu lieu à Québec, le 27 juin 2005 et je remercie l'avocate-conseil du Fonds d'avoir accepté de se déplacer pour cette audition.

Le réclamant, maintenant âgé de 43 ans, a subi un grave accident de la route en 1980 et le dossier indique qu'il avait alors reçu 3 transfusions de produits sanguins. Le dossier indique aussi, et ceci n'est pas contesté par le Fonds, que le réclamant est effectivement infecté par le VHC.

Le réclamant explique avec beaucoup de détails son accident de 1980 et l'ampleur de ses blessures et il dit même lors de l'audition «qu'il a sûrement attrapé l'hépatite C à cause des transfusions de 1980». Il reconnaît sans hésitation qu'il n'a jamais eu de transfusions sanguines autres que celles de 1980. Le réclamant dit avoir lui-même consulté son dossier à l'hôpital local et il confirme ne pas y avoir retrouvé de transfusions pour la période allant de 1986 à 1990.

Le présent réclamant a par ailleurs présenté une réclamation dans le cadre du plan d'aide provincial et il a reçu une aide financière découlant de l'une ou l'autre des transfusions reçues en 1980.

Je suis satisfait que le réclamant n'a pas cherché à induire l'Administrateur ni le soussigné en erreur, mais il a présenté sa réclamation originale et sa demande de renvoi dans le contexte où il a de la difficulté à faire la part des choses entre le programme provincial et la présente entente découlant des recours collectifs 1986-1990, et surtout dans le contexte où il a vu dans les journaux plusieurs articles suggérant que les autorités étaient à étudier la possibilité d'étendre le plan d'indemnisation fédéral aux gens contaminés avant le 1^{er} janvier 1986.

Ayant entendu le réclamant et étudié toute la documentation qu'il m'a remise, je dois maintenir la décision de l'Administrateur de refuser quelque indemnisation que ce soit dans le cadre du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC 1986-1990. Il a été question lors de l'audition de certains facteurs de risque importants applicables au cas du réclamant, mais il ne m'est pas nécessaire d'en discuter ici puisqu'il n'y a pas eu de transfusion durant la période couverte par la présente réclamation et le réclamant n'a donc pas rencontré la condition de base pour être éligible à quelque indemnité dans le cadre du présent programme.

L'Administrateur n'a pas la discrétion d'autoriser une indemnisation à une personne infectée par le virus de l'hépatite C si celle-ci ne peut démontrer qu'elle a reçu une transfusion durant la période visée par les recours collectifs. Le réclamant n'a pas démontré avoir reçu une transfusion durant la période 1986-1990 et sa réclamation était donc vouée à l'échec.

Tout comme l'Administrateur, je ne peux, à titre de juge-arbitre, aller au-delà du texte de l'entente et compenser une personne qui ne rencontre pas les critères de la convention de règlement. Peut-être que la convention de règlement sera un jour modifiée et extensionnée pour couvrir les victimes d'avant 1986, mais tel n'est pas le critère qui doit me guider maintenant.

La convention ne s'applique pas au présent réclamant et je maintiens donc la décision de l'Administrateur de refuser d'indemniser le réclamant dans le cadre du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC 1986-1990.

Montréal, le 8 juillet 2005

Jacques Nols
Juge-arbitre